

Centre du droit de l'entreprise

# DOSSIERS BREVETS 1982



# Collaborateurs

---

**M. F. ALCADE**

Maître-assistant, directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier

**M. J. AZEMA**

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI

**M. J.J. BURST**

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

**M. A. CASALONGA**

Conseil en Brevets - Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI

**M. A. CATHERINE**

Ingénieur Diplômé du CEIPI - Service des Brevets de General Electric

**M. A. CHAVANNE**

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur du Centre Paul Roubier

**M. J.M. DELEUZE**

Professeur associé à la Faculté de Droit de Montpellier

**M. X. DESJEUX**

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

**Mme V. FORTIER**

DEA de Propriété Industrielle - Attachée de Recherches (D.G.R.S.T.)

**M. D. FRANÇON**

DEA de Propriété Industrielle - DJCE - Conseil d'Entreprise

**M. M. de HAAS**

Conseil en Brevets, Professeur associé à la Faculté de Droit de Strasbourg

**M. M. LE BRUSQUE**

Diplômé du CEIPI - Ingénieur, Service des Brevets Sté Creusot - Loire

**M. C. LE STANC**

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat à la Cour de Montpellier

**M. A. LUCAS**

Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux

**M. J.M. MOUSSERON**

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise

**M. L. PETRANKER**

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle. Département des Brevets de Roussel-Uclaf

**M. Y. REBOUL**

Maître-assistant à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

**M. M. SABATIER**

Docteur en Droit - Cabinet Lerner-Sabatier

**Mme R. SADONES-LAURENT**

Présidente FEMIP - Direction des Services Juridiques et de Propriété Industrielle d'AIR LIQUIDE

**Mme J. SCHMIDT**

Chargée de Conférences à la Faculté de Droit de Lyon - Directeur de l'I.D.E.A.

**Mme A. SONNIER**

Assistante Docteur à la Faculté de Droit de Montpellier

**M. J.P. STENGER**

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

**M. P. VIGAND**

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Service des Brevets SOSPI - Professeur au CEIPI

**M. M. VIVANT**

Professeur à la Faculté de Droit de Pau

## Directeur de la Publication

---

Professeur J.M. MOUSSERON

# Bibliothèque

---

## • Actualités de Droit de l'Entreprise :

- 1 - Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- 2 - Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1970)
- 3 - Nouvelles techniques contractuelles (1971)
- 4 - Nouvelles techniques de concentration (1972)
- 5 - Les services communs d'entreprises (1974)
- 6 - L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- 7 - Le know-how (1976)
- 8 - L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- 9 - Garanties de résultat et transfert de techniques (1978)
- 10 - Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- 11 - Les inventions d'employés (1980)
- 12 - La clause de réserve de propriété (1981)
- 13 - Le nouveau droit du crédit Immobilier (1981)

## • Bibliothèque du Droit de l'Entreprise :

- Le groupement d'intérêt économique, par Ch. Lavabre (épuisé) (1972)
- La responsabilité du banquier, par J. Vézian (2<sup>e</sup> édition) (1974)
- La société civile professionnelle, par A. Lamboley (1975)
- Le droit de la distribution, par J.M. Mousseron et autres auteurs (2<sup>e</sup> édition à paraître octobre 1981)
- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976)
- Les réserves latentes, par R. Abelard (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages), publié avec le concours du C.N.R.S. (1978)
- Le contrat de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- L'entente prohibée (1953 - 1967 — 1977) à travers les avis de la Commission des ententes, par V. Sélinisky (1979)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par C. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Le régime fiscal des transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par J.L. Bilon (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté par J.P. HAEL (1981)

## • Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'invention protégée après la loi du 2 janvier 1968, par J. Schmidt (1970)
- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le Know how : sa réservation en droit commun, par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Le droit français nouveau des brevets d'invention, par J.M. Mousseron et A. Sonnier (1978)
- Les contrats de recherche, par Y. Reboul (1978)
- En France, le Droit des Brevets, par J.M. Mousseron avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (à paraître octobre 1981)

## • Bibliothèque L.G.D.J.

- Les groupes de contrats, par B. Teyssié (1975)
- L'affrètement aérien, par J.P. Tosi (1977)

## • «Cahiers de Droit de l'Entreprise»

Supplément de la Semaine Juridique, éd. C.I. Renseignements, sur demande au Centre du Droit de l'Entreprise.

## • Lettre de la Distribution

Renseignements sur demande au Centre du Droit de l'Entreprise.

# **Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise**

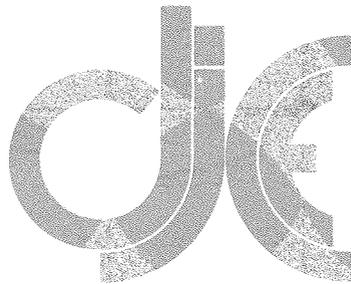
Avec l'Institut de Droit et Economie des Affaires de Lyon et l'Institut de Droit des Affaires de Rennes, le Centre du Droit de l'Entreprise de Montpellier assure une préparation couplée au Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées de Droit des Affaires (D.E.S.S.) et au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Peuvent demander leur inscription à ce programme de formation les étudiants titulaires de la Maîtrise de Droit (option Droit des Affaires) ou de diplômes admis en équivalence.

Les auditeurs bénéficient d'enseignements réguliers de techniques juridiques dans les matières suivantes : Droit des Sociétés, Droit Fiscal, Droit Social, Droit des Contrats, Droit International, Droit Financier, Comptabilité et Gestion Financière.

Un stage leur est assuré au sein du service juridique d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil juridique et fiscal.

Les étudiants désireux d'obtenir une spécialisation dans les techniques de gestion du personnel ou dans les techniques fiscales préparent un certificat complémentaire.



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- Institut de Droit et Economie des Affaires - Faculté de Droit de Lyon,  
15, quai Claude Bernard - 69007 Lyon - Tél. (78) 69.24.93 - poste 627
- Centre du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit et des Sciences Economiques  
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cédex - Tél. (67) 60.50.66 - poste 81
- Institut de Droit des Affaires - Faculté de Droit de Rennes  
9, rue Jean Macé - 35000 Rennes - Tél. (99) 36.00.84
- Fondation Nationale pour le Droit de l'Entreprise  
9, rue Richepanse - 75001 Paris - Tél. (1) 260.10.18

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE AVEC LA COLLABORATION DE :

- Vincente FORTIER

D.E.A. de Propriété Industrielle  
Attachée de Recherche (D.G.R.S.T.)

- Jean-Marc MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier  
Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise

- Renée SADONES - LAURENT

Ingénieur "Brevets" à Air Liquide  
Présidente de la FEMPI

- Privat VIGAND

Professeur au CEIPI  
Ingénieur "Brevets" à la SOSPI

LISTE DES DECISIONS DE LA CHAMBRE DE RECOURS JURIDIQUE AU 1er JANVIER 1982

PUBLIEES ET COMMENTEES DANS LES DOSSIERS BREVETS 1982.III

- 1.- Ch. Rec. Juri. 1er Mars 1979  
JO2.78; JO OEB 1979.283
  - Recours - taxe non réglée : Recours réputé non formé \*\*
- 2.- Ch. Rec. Juri. 2 Mars 1979  
JO1.1978; JO OEB 1979.285
  - Mandataire agréé-Dénomination \*
- 3.- Ch. Rec. Juri. 19 Décembre 1979  
JO1.1979; JO OEB 1980.34
  - Télégramme non confirmé dans les 15 jours (date de la réception)
- 4.- Ch. Rec. Juri. 17 Janvier 1980  
JO5.1979; JO OEB 1980.71
  - Restitutio in integrum-Conditions : décision faisant grief \*\*
  - Effets : naissance des droits acquis \*\*
- 5.- Ch. Rec. Jur. 13 Juin 1980  
JO6.1979; JO OEB 1980.225
  - Restitutio in integrum - Domaine : Demande euro-PCT :  
délai de requête en examen \*\*
  - Condition \*
  - Taxe (remboursement) \*\*
- 6.- Ch. Rec. Juri. 17 Juillet 1980  
JO1.1980; JO OEB 1980.289
  - Priorité - Production des documents prioritaires : délai \*\*\*
  - Restitutio in integrum : . Condition\*  
. Remboursement de la taxe \*
- 7.- Ch. Rec. Juri. 18 Juillet 1980  
JO8.1980; JO OEB 1980.293
  - Correction d'erreurs (règle 88) : . Domaine (Désignation d'état)\*\*  
. Contenu \*\*  
. Délais \*
- 8.- Ch. Rec. Juri. 17 Septembre 1980  
JO4.1980; JO OEB 1980.351
  - Correction d'erreurs (règle 88) : . Domaine (désignation d'état) \*\*  
. Contenu \*
  - Recours : saisine Ultra petita \*
- 9.- Ch. Rec. Juri. 3 Février 1981  
J19.1980; JO OEB 1981
  - Rectification d'erreurs (Dessins) \*\*\*
- 10.- Ch. Rec. Juri. 11 Mars 1981  
JO7.1980; JO OEB 1981
  - Correction d'erreur (identité du demandeur) \*\*
  - Langue de dépôt (parties décisives ou non - de la demande) \*\*
- 11.- Ch. Rec. Juri. 26 Mars 1981  
J12.1980; JO OEB 1981.143
  - Rectification des erreurs (règle 88) : . Domaine  
(désignation d'état) \*  
. Contenu \*  
. Prise d'effet  
(droits des tiers) \*\*\*



*LISTE DES DECISIONS DE LA CHAMBRE DE RECOURS TECHNIQUE AU 31 MAI 1982*

*PUBLIEES DANS LES DOSSIERS BREVETS 1982.III*

- 1 : Chambre de recours technique 6 avril 1981 (T 01/80) - Activité inventive
- 2 : Chambre de recours technique 4 mai 1981 (T 01/81) - Activité inventive
- 3 : Chambre de recours technique 13 mai 1981 (T 06/80) - Activité inventive
- 4 : Chambre de recours technique 5 juin 1981 (T 02/80) - Revendications
- 5 : Chambre de recours technique 28 juillet 1981 (T 15/81) - Activité inventive
- 6 : Chambre de recours technique 29 juillet 1981 (T 19/81) - Activité inventive
- 7 : Chambre de recours technique 18 août 1981 (T 07/80) - Modification du texte
- 8 : Chambre de recours technique 7 septembre 1981 (T 04/80) - Revendications
- 9 : Chambre de recours technique 17 septembre 1981 (T 06/81) - Revendications
- 10 : Chambre de recours technique 8 octobre 1981 (T 29/81) - Activité inventive
- 11 : Chambre de recours technique 20 octobre 1981 (T 08/81) - Activité inventive
- 12 : Chambre de recours technique 27 octobre 1981 (T 23/81) - Activité inventive
- 13 : Chambre de recours technique 28 octobre 1981 (T 26/81) - Unité d'inventions
- 14 : Chambre de recours technique 4 novembre 1981 (T 11/81) - Activité inventive
- 15 : Chambre de recours technique 9 décembre 1981 (T 03/81) - Activité inventive
- 16 : Chambre de recours technique 14 décembre 1981 (T 04/81) - Activité inventive
- 17 : Chambre de recours technique 28 janvier 1982 (T 13/81) - Activité inventive
- 18 : Chambre de recours technique 9 février 1982 (T 12/81) - Sélection
- 19 : Chambre de recours technique 10 février 1982 (T 20/81) - Activité inventive
- 20 : Chambre de recours technique 18 février 1982 (T 03/81) - Rejet
- 21 : Chambre de recours technique 24 février 1982 (T 27/81) - Activité inventive
- 22 : Chambre de recours technique 4 mars 1982 (T 05/81) - Activité inventive
- 23 : Chambre de recours technique 4 mars 1982 (T 35/81) - Activité inventive
- 24 : Chambre de recours technique 5 mars 1982 (T 32/81) - Activité inventive
- 25 : Chambre de recours technique 17 mars 1982 (T 30/81) - Irrégularité de procédure
- 26 : Chambre de recours technique 23 mars 1982 (T 25/81) - Activité inventive
- 27 : Chambre de recours technique 30 mars 1982 (T 28/82) - Appel irrecevable
- 28 : Chambre de recours technique 30 mars 1982 (T 41/82) - Taxe de recours
- 29 : Chambre de recours technique 22 avril 1982 (T 16/81) - Concordance revendication description
- 30 : Chambre de recours technique 29 avril 1982 (T 57/82) - Unité d'inventions
- 31 : Chambre de recours technique 11 mai 1982 (T 01/82) - Activité inventive
- 32 : Chambre de recours technique 12 mai 1982 (T 18/82) - Activité inventive
- 33 : Chambre de recours technique 24 mai 1982 (T 59/82) - Activité inventive
- 34 : Chambre de recours technique 26 mai 1982 (T 27/82) - Activité inventive
- 35 : Chambre de recours technique 27 mai 1982 (T 15/82) - Activité inventive